



Paris le 20 mars 2014

L'intersyndicale CCRF, SOLIDAIRES, CFDT, CGT et FO a rappelé les revendications portées par les personnels de la DGCCRF et du SCL depuis 5 ans maintenant :

- La sortie de la DGCCRF des structures départementales et régionales interministérielles (DDI et DIRECCTE).
- Rétablir une chaîne de commandement du niveau national à l'ensemble des niveaux territoriaux.
- Garantir la pérennité et le développement des laboratoires et stopper les suppressions d'emploi au SCL.
- Procéder à un plan ambitieux de recrutements et de qualification.
- Rétablir et améliorer les droits et les garanties collectives des personnels.
- Revaloriser de manière significative les rémunérations, les déroulements et les débouchés de carrière.

L'intersyndicale ne peut accepter ni la décision du Premier Ministre lors du CIMAP du 17 juillet dernier, ni de fait les arguments ni les conclusions du gouvernement.

Des rapports parlementaires, de la Cour des Comptes, des Inspections Générales allaient dans le sens inverse. Jean-Marc Ayrault, s'est assis dessus, et n'a écouté que les technocrates de Matignon et les directeurs qui ont tous des intérêts à ne pas voir les choses remises en cause.

Pour l'intersyndicale, SOLIDAIRES, CFDT, CGT et FO, la seule décision qui doit être est : la sortie de la DGCCRF des structures Départementales et Régionales Interministérielles.

C'est par cette seule décision que le service public de protection économique des consommateurs retrouvera tout son sens.

Concernant ce que les Ministres de Bercy qualifient de plan d'accompagnement social, il faut qu'ils sachent que les agents ne se laisseront pas acheter et que ce « volet social » ne remettra pas en cause leur volonté de voir la DGCCRF reconstruite.

Il est temps aujourd'hui que Bercy et ses Ministres, ouvrent de vraies négociations qui permettent enfin à la DGCCRF de retrouver toute sa place comme administration de ce Ministère au service de toutes et tous.

Les organisations syndicales appellent donc les agents à continuer à se mobiliser et à amplifier les actions afin que le service public que nous défendons retrouve toute la place qu'il n'aurait jamais dû perdre.

**Pierre Moscovici dans ses réponses à nos interventions, a indiqué qu'il allait, avec Benoît Hamon, porter à nouveau à Matignon, notre demande de sortir des structures départementales et régionales issues de la RGPP / RÉATE.**

**Les organisations syndicales et les agents, rentrent donc dans un nouveau processus d'actions qui doit passer par une interpellation rapide des parlementaires afin de pousser le gouvernement et le Premier Ministre à revoir sa position.**

**L'intersyndicale se réunira très rapidement afin de décider des modalités et forme d'actions qu'elle proposera à l'ensemble des personnels.**